

Roland Gomez, la CCIR et la stratégie de la task force

Rentrée effective et nouvelle feuille de route pour le président de la CCIR PACA qui dévoile son principal objectif : accroître la visibilité de la chambre consulaire en se rapprochant des autres institutions, notamment la Région.

Il a eu tout l'été pour peaufiner sa stratégie. Roland Gomez, élu en juin dernier à la tête de la chambre de commerce et d'industrie Provence-Alpes-Côte d'Azur, décrivait son nouveau poste comme celui "d'un coach-entraîneur". Place désormais à la stratégie à mettre en place.

"Nous voulons remettre la CCIR au centre du terrain en nous rapprochant des institutions et de nos partenaires", explique le président régional, poursuivant avec la métaphore sportive. Le fondateur de Proman, basée dans les Alpes de Haute-Provence, vise particulièrement la Région, désormais responsable du schéma de développement économique. "C'est très bien engagé, nous avons une réunion prévue le 17 octobre pour élaborer une task force commune", précise Roland Gomez. Une entité qui aura notamment pour but de récolter des financements européens, l'idée étant d'utiliser l'expérience de la Région pour constituer des dossiers dans les clous rapport aux standards de Bruxelles.

Vieilles recettes et nouveautés

Autre axe à développer, la convention-cadre, permettant à la Région de déléguer la gestion de certaines activités, va être "relancée et amplifiée, cela représentant une somme de trois à cinq millions d'euros", avance Stéphane Gueydon, directeur général de la CCI du Var et de la CCI régionale.

"Ce sont des actions qui paraissent basiques, mais qui ne se font pas systématiquement aujourd'hui", explique Roland Gomez. En revanche, l'ex-président de la CCI Alpes de Haute-Provence apporte une vraie nouveauté dans la gouvernance avec l'implication de chaque directeur général des chambres consulaires départementales au sein de l'entité régionale. Une démarche inédite censée favoriser les échanges.

Le chantier de la mutualisation

Car la mutualisation est le grand chantier des CCIR, le gouvernement procédant à des coupes budgétaires

importantes ayant débouché sur la suppression 400 emplois depuis 2014 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. "Le gouvernement pense que nous pouvons résister aux coups de rabot et n'est pas convaincu de l'utilité des CCIR", regrette Roland Gomez.

C'est la raison pour laquelle, le président régional souhaite accroître la visibilité de sa paroisse. "Auparavant, les sept présidents des CCI territoriales n'avaient pas besoin de se parler, aujourd'hui ce n'est plus le cas, ils sont tous autour de moi et l'ont prouvé, à l'image de Toulon qui aide Marseille pour la gestion du port ou la mutualisation par Nice de son système informatique". Malgré un optimisme affiché, l'entrepreneur ne cache qu'il envisage toutes les pistes concernant l'avenir de la CCIR, y compris, pourquoi pas, une fusion avec une agence de développement économique. Le match n'est pas fini... ■

par Rémi Baldy

